

■ Ce n'est qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que les États-Unis sont arrivés au Proche-Orient. Devant l'incapacité du Royaume-Uni de poursuivre son rôle de grande puissance dans la région, la doctrine Truman (1947) est venue organiser la relève en tant que soutien financier et militaire contre la « subversion communiste » en Grèce, en Turquie et en Iran. Par ailleurs, l'activité des compagnies pétrolières américaines et les difficultés d'approvisionnement en pétrole pendant la guerre conduisirent le gouvernement américain à s'intéresser au pétrole de l'Arabie saoudite et de la région du golfe Arabo-Persique. Enfin, l'activisme de la communauté juive américaine et le sort des millions de réfugiés européens de l'après-guerre incitèrent Washington à soutenir la création de l'État d'Israël en 1948.

Une approche pragmatique

Ainsi sont définies les trois motivations principales de la politique américaine au Proche-Orient, reprises sans grand changement d'un gouvernement à l'autre : interdire l'accès de cette région à l'URSS, y assurer la stabilité politique indispensable au flux régulier du pétrole et soutenir l'existence de l'État d'Israël. C'est de la combinaison de ces trois facteurs, bien plus que de la mise en œuvre de quelque *grand design*, que les États-Unis se sont trouvés engagés dans cette région. Ce pragmatisme n'est d'ailleurs pas sans rappeler celui de Moscou qui a toujours considéré le Proche-Orient comme une région contiguë de l'URSS, et qui a défini ses intérêts en conséquence.

A partir de ces données de base, Washington a développé une politique de plus en plus engagée, et partant, de plus en plus contestée. Le gouvernement Eisenhower n'hésita pas, en 1953, à organiser un coup d'État pour renverser le nationaliste Mohamed Mossadegh en Iran et pour y ramener le chah. Le nationalisme arabe,

incarné principalement dans l'Égypte nassérienne, fut de plus en plus perçu comme une forme de prosoviétisme incitant Washington à se ranger aux côtés des régimes les plus traditionalistes. La doctrine Eisenhower (1957) confirma ainsi que les États-Unis étaient prêts à secourir tout régime de la région « menacé de subversion » ; le débarquement militaire au Liban en 1958 et l'assistance militaire accrue à Israël et aux autres pays pro-occidentaux de la région s'inscrivirent dans cette logique.

John Kennedy (1961-1963) essaya de corriger un peu cette orientation interventionniste et conservatrice : s'il renforça le soutien à Israël, il reconnut le régime républicain au Yémen (au grand dam des monarchies arabes pro-occidentales) et tenta une réconciliation avec Gamal Abdel Nasser. Mais Lyndon Johnson (1963-1968) remit en œuvre une politique résolument hostile au nationalisme arabe

en coupant toute aide à l'Égypte et, surtout, en adoptant une attitude d'appui inconditionnel à Israël pendant et après la guerre israélo-arabe de 1967.

Du cynisme...

Les gouvernements républicains de Richard Nixon et Gerald Ford (1969-1976) furent dominés par la personnalité de

Henry Kissinger comme conseiller présidentiel puis comme secrétaire d'État. On peut retenir trois aspects de la diplomatie kissingérienne. D'abord, dans le cadre de la « doctrine Nixon », armer massivement les amis de Washington pour en faire « des gendarmes régionaux », ce qui profita à l'Iran du chah et à Israël. Ensuite, une politique de « petits pas » visant à instaurer la paix entre Israël et ses voisins (accords sur le désengagement des forces entre Israël d'une part, l'Égypte et la Syrie de l'autre) bien différente de la solution globale souhaitée par William Rogers, premier secrétaire d'État de Nixon (et auteur d'un « plan » demeuré sans effet). Cette politique conduisit à deux résultats jugés alors primordiaux par Washington : l'exclusion progressive de Moscou comme partenaire dans « le processus de paix » et la division de plus en plus profonde dans les rangs arabes. Troisième volet de la diplomatie de H. Kissinger : tirer parti de la crise de l'énergie de 1973 pour consolider le *leadership* américain en matière pétrolière, ce qui fut durement ressenti par les alliés occidentaux de Washington.

Le gouvernement Carter tenta d'infléchir cette politique jugée « cynique » dans le sens d'un plus grand respect des droits de l'homme et d'un alignement moindre sur Israël. Mais, loin de parvenir à créer un « foyer national palestinien » et à rétablir une coopération diplomatique avec Moscou (comme il s'y était engagé en 1977), Jimmy Carter fut le parrain des accords de Camp David entre Israël et l'Égypte (septembre 1978). Cette opération, menée unilatéralement par les États-Unis, et qui fit reculer encore l'espoir de voir les aspirations palestiniennes prises en compte, fut condamnée par l'ensemble du monde arabe (hormis l'Égypte), par l'URSS, et fut fraîchement accueillie en Europe.

La chute du chah d'Iran, la prise des otages à l'ambassade américaine de Téhéran et l'invasion soviétique de l'Afghanistan déplacèrent l'attention de Washington vers la région du golfe Arabo-Persique. Début 1980, lors du

second choc pétrolier, J. Carter formula une « doctrine » dans laquelle le Golfe était défini comme « une région vitale pour les intérêts américains » et qui pourrait justifier une intervention militaire. L'opération lancée en avril 1980 pour libérer les otages de Téhéran fut un désastre technique, alors que les pays de la région (à l'exception de l'Égypte et d'Oman) répondirent négativement aux requêtes américaines en matière de bases et de facilités.

Les « années Reagan » (1981-1988) furent marquées, au contraire, par une grande passivité. A aucun moment, Washington ne s'est vraiment lancé dans un nouveau « processus de paix » : comme par routine, les deux signataires des accords de Camp David ont continué à être soutenus financièrement : près de 3 milliards de dollars par an à Israël et 2 milliards à l'Égypte. R. Reagan n'a pas eu de « doctrine » pour le Proche-Orient, pas plus qu'il n'y a voyagé. Le soutien à Israël a évolué en « une alliance stratégique » soutenue dans l'opinion publique par les éléments les plus conservateurs. Un des meilleurs analystes américains, William B. Quandt, estime que les États-Unis ont, par leur passivité, gaspillé toute une décennie.

Au Liban, après avoir contribué, pendant près d'un an (1982-1983), au rétablissement de l'autorité de l'État, Washington a rappelé ses *marines* en février 1984, et s'en est désintéressé presque entièrement. « La lutte contre le terrorisme » s'est résumée à des mesures sécuritaires et des condamnations verbales alors que la Libye était la cible de gesticulations militaires sans effet réel sur l'ensemble de la région. Les otages américains dans les mains des groupes pro-iraniens au Liban n'ont guère suscité l'intérêt officiel ou populaire. Qui plus est, la chute brutale des prix pétroliers, à partir de 1982, a permis à Washington de faire l'économie d'une politique en la matière.

La relève de George Bush en janvier 1989 ne semblait pas devoir modifier cette relative indifférence. Mais le soulèvement dans les territoires occupés par Israël et la diplomatie plus imaginative de Mikhaïl Gorbatchev ont relancé l'intérêt américain pour l'affaire israélo-arabe. A plus long terme, le fait que les États-Unis soient redevenus de gros importateurs de pétrole (46 % de leurs besoins en 1990) les a poussés à rechercher une politique pétrolière et stratégique au Proche-Orient.

Les trois fondements de cette politique se sont donc réimposés avec force, et en des termes nouveaux, à des dirigeants qui auraient préféré les oublier. La dépendance pétrolière exigeait une attention plus soutenue à la stabilité politique des pays producteurs, la volonté d'exclure l'URSS devait tenir compte des nouvelles réalités européennes, le soutien à Israël devait passer, d'une manière ou d'une autre, par la prise en compte du soulèvement palestinien.

Le pragmatisme de la diplomatie américaine imposait que ces trois problèmes soient traités séparément. Tant que les États-Unis étaient capables d'imposer cette dissociation à leurs interlocuteurs régionaux et extra-régionaux, ils pouvaient éviter de douloureux compromis entre l'un et l'autre de leurs « intérêts ». Avec le reflux de la guerre froide et la réapparition de thèmes trans-étatiques (le pétrole, l'islamisme, la crise des régimes

autoritaires), ils se voyaient désormais contraints de définir ce qu'ils avaient réussi à éviter : une véritable politique proche-orientale, régionale et non plus globaliste (déterminée par l'antagonisme Est-Ouest), intégrée et non plus ponctuelle.

La crise ouverte le 2 août 1990 par l'invasion irakienne de Koweït a ainsi trouvé une Amérique résolument engagée pour établir une position dominante dans la région aux dépens à la fois d'adversaires aventureux et d'alliés récalcitrants.

Bibliographie

Grose Peter, *Israel in the Mind of America*, Schocken Books, New York, 1984.

Kuniholm Bruce, *The Origins of the Cold War in the Near East*, Princeton University Press, Princeton (NJ), 1980.

Quandt William B., *Camp David : Peacemaking and Politics*, The Brookings Institution, Washington (DC), 1986.

Quandt William et al., *The Middle East, Ten Years After Camp David*, The Brookings Institution, Washington (DC), 1988.